
HUMBERTO CARRASCO: Profiter du temps que nous avons.

SILVIA VIVANCO: Humberto, on ne vous entend pas très bien. Rapprochez-vous de votre micro, s'il vous plait.

TERRI AGNEW: Nous allons commencer cet appel. Il y a un problème. On entend l'espagnol sur le canal anglais. Il y a un problème.

SILVIA VIVANCO: Est-ce que nous pouvons commencer l'appel ? Humberto, est-ce que vous êtes connecté à cet appel ? On n'entend pas Humberto.

MARITZA AGUERO: Silvia, s'il vous plait. Commençons cet appel.

TERRI AGNEW: Nous allons commencer.

Bonjour, bonsoir à tous. Bienvenue à cet appel, la téléconférence de l'ACRALO. Il s'agit aujourd'hui du 28 novembre 2016, il est 23 h 00 UTC.

Sur cet appel aujourd'hui, nous avons Carlos Raúl Gutierrez, Tracy Hackshaw, Aida Noblia, Marcelo Telez, Maritza Aguero, Renata Aquino et Humberto Carrasco, Sylvia Herlein, Natalia Enciso, Ricardo Holmquist, Harold Arcos, Leon Sanchez. Sur le canal anglais, Alan Greenberg, Cheryl

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

Langdon-Orr, Vanda Scartezini et sur le canal français, Telemaque Dumy et Nikenley Severe.

Nous avons les excuses d'Alberto Soto et Sergio Salinas.

Au personnel de l'ICANN, nous avons Heidi Ullrich, Silvia Vivanco et Terri Agnew.

Nos interprètes d'espagnol sont Claudia et Veronica ; de portugais, Bettina et Esperanza ; et de français, Claire et Isabelle.

S'il vous plait, donnez votre nom avant de prendre la parole pour permettre aux interprètes de vous identifier.

Je donne maintenant la parole à Humberto ou à Maritza. Allez-y.

HUMBERTO CARRASCO: Bonsoir, bonjour. Bienvenue à tous. Est-ce que nous pouvons d'abord adopter notre ordre du jour ?

MARITZA AGUERO: D'accord. Est-ce que vous pouvez confirmer que vous m'entendez bien ?

SILVIA VIVANCO: Allez-y, Maritza. On vous entend bien.

MARITZA AGUERO: Merci beaucoup. Nous allons commencer cet appel. Nous allons d'abord réviser la consultation, la période de consultation publique de l'ALAC, puis nous ferons un résumé de ce qu'il s'est passé à Hyderabad. Ce sera

Harold Arcos et ensuite, nous aborderons un thème. Il s'agit des membres non-affiliés des RALO, thème que Cheryl Langdon-Orr nous présentera et nous la remercions de participer à cet appel.

Ensuite, nous aurons une autre présentation sur les régions mal desservies et sur le groupe de travail du GAC. Cette présentation sera faite par Tracy Hackshaw qui est un membre du GAC, qui représente Trinité et Tobago, et nous le remercions de participer à cette réunion.

Et ensuite, nous aurons d'autres thèmes, questions à réviser. Comme par exemple, l'étude de marché d'Amérique latine et les commentaires sur les écritures à deux caractères ASCII.

Bien. Nous allons adopter notre ordre du jour et je donne la parole à Harold qui va commencer par la révision des consultations publiques. Harold, allez-y.

HUMBERTO CARRASCO: Harold, on ne vous entend pas. Harold, allez-y. Vous avez la parole.

HAROLD ARCOS: Est-ce que vous m'entendez maintenant ?

MARITZA AGUERO: Oui, allez-y.

HAROLD ARCOS: Parfait. Bien, nous allons commencer. D'abord, je voudrais savoir si je peux partager mes diapositives sur l'écran de la salle Adobe. Oui.

Alors, je vais vous présenter les thèmes de stratégies politiques qui ont été, les thèmes politiques qui ont été abordés à Hyderabad. Dans le cadre de la nouvelle stratégie de réunions, la réunion d'Hyderabad était une réunion de type 3 et donc la première diapo vous montre les différents formats de réunion que nous avons. Le « A », c'était à Helsinki et la réunion qui a été tenue à Hyderabad appartient à la réunion la plus longue, au type de réunion le plus long. Il s'agit d'une réunion de sept jours.

Et nous allons parler de la stratégie. Nous allons parler des déclarations en cours et en préparation. Comme cela a été dit, il y a plusieurs déclarations qui sont en cours de révision. Il y a des déclarations de l'ALAC, des déclarations de l'ALAC qui n'ont pas été présentées encore et qui sont, d'autres qui sont en cours d'étude. Certaines sont liées à des problèmes techniques.

Lorsqu'il s'agit de la stratégie, je dirais que nous avons la stratégie du Moyen-Orient et des pays voisins. Ici, c'est le plan stratégique 2016/2019 et ici, l'objectif est de recevoir l'opinion de toutes les parties prenantes, parce qu'il s'agit d'une version préliminaire qui a été présentée à Hyderabad. Comme vous le voyez, il y a certains thèmes qui vont être discutés sur la page Wiki. Il faut en tenir compte. Par exemple, dans la description, il y avait une explication de l'importance pour l'ICANN de tenir compte des pays du Moyen-Orient et des pays avoisinants dans le cadre de ces stratégies, dans le cadre de ces stratégies, afin de respecter le plan stratégique 2016/2019 pour l'ICANN. Cela est établi dans les statuts constitutifs. Il y a certains thèmes qui sont importants pour la mondialisation et l'évolution de l'ICANN et il faut être capable d'avancer dans le domaine de l'excellence

et de la technologie pour l'ICANN. Il faut être capable de soutenir aussi un écosystème en bonne santé et stable et il faut promouvoir le modèle multipartite de l'ICANN de façon à pouvoir développer et mettre en place un cadre donc global et public.

Et c'est quelque chose de très important. Comme Leon l'a dit, dans le passé, nous devons nous intéresser à la façon dont nous prenions des décisions de façon à ne pas méconnaître ou faire des erreurs sur certains thèmes et de façon à montrer que l'ICANN n'avait pas l'intention de faire pression sur certains gouvernements du Moyen-Orient. Donc ça, c'est cette...

Il y a une vision sur laquelle ces points de vue ne sont pas équilibrés. Cela est reflété dans la déclaration finale et c'est à partir de là que nous avons mis en place cette stratégie qui identifie trois points principaux concernant les pays du Moyen-Orient, à savoir...

INTERPRÈTE:

Il y a un problème avec la ligne d'Harold.

MARITZA AGUERO:

On ne vous entend pas Harold. Est-ce que vous êtes toujours connecté Harold ?

SILVIA VIVANCO:

Harold, on ne vous entend pas. S'il vous plait, Adobe me dit qu'Harold a été déconnecté et qu'il va être reconnecté.

HUMBERTO CARRASCO: Bien, nous allons attendre qu'il soit reconnecté. Merci. Bien, puisqu'Harold ne peut pas être reconnecté. Maritza, continuons.

SILVIA VIVANCO: Ça y est, il est de nouveau reconnecté. Harold, allez-y.

MARITZA AGUERO: Silvia, est-ce que vous m'entendez ? Harold, est-ce que vous m'entendez ?

Oui, allez-y. Harold, on vous entend.

HAROLD ARCOS: Excusez-moi. J'ai eu un problème technique. Je m'en excuse.

Bien, comme je vous l'ai dit, il s'agit d'un point très important dans le cadre de notre stratégie. Et pour résumer ici, je dirais que ça a été la principale discussion à Hyderabad, parce que notre idée ici est d'améliorer le rôle de l'ICANN dans l'écosystème de l'Internet et au niveau de la communauté du Moyen-Orient. Donc, c'est le principal objectif de cette stratégie.

Continuons sur les déclarations. Nous avons la création d'un agenda pour le consommateur ICANN. La communauté en général qui commente un projet de proposition et nous avons l'évaluation de la phase 2 des effets compétitifs associés avec le programme de nouveaux domaines génériques de haut niveau, c'est-à-dire les gTLD.

Lorsque nous parlons de la création d'un agenda pour le consommateur ICANN, nous devons tenir compte du fait qu'il s'agit d'un concept fourni

par Garth Bruen, qui était responsable de rédiger cette proposition. Et nous avons discuté cette proposition ensemble, parce que nous sommes intéressés par cette perspective de l'utilisateur final. Et, dans ce cas, nous avons utilisé le terme de consommateur, parce qu'il a une connotation de marketing. Donc, ces propositions, présentées par Sébastien Bachollet, concernent l'importance de soutenir le concept d'utilisateur final et de le garder, de le conserver. On ne doit pas seulement parler de protection du consommateur. C'est important de participer dans la région et dans toutes les régions, de fournir notre opinion de façon à améliorer les propositions qui sont discutées.

Maintenant, nous allons voir la déclaration qui a été mentionnée par le Président de l'ALAC, Alan Greenberg, qui concerne les demandes du 1^{er} août. Cela est important pour nous, parce que nous devons tenir compte des dates butoirs de façon à pouvoir participer aux commentaires publics.

Mais il y a aussi d'autres déclarations qui, dû à leur aspect, à leur nature technique ou parce que ce sont des questions internes. L'ALAC ne va pas fournir de conseil direct ou d'opinion de manière directe dans ses commentaires publics.

Ensuite, nous avons des demandes de commentaires publics qui sont importantes, qui sont liées au projet tant opérationnel et de budget du PTI. Ce commentaire va finir le 10 décembre. Et nous avons aussi la proposition. Comme vous le savez, il y a plusieurs commentaires sur ces présentations préliminaires et je voudrais inviter la communauté à participer. Nous avons une nouvelle page pour At-Large qui peut être utile dans ce sens.

Et, pour résumer, je dirais qu'après la réunion d'Helsinki et après la réunion de Marrakech, il y a des thèmes qui étaient importants pour notre région et nous devons fournir notre opinion de façon à promouvoir la création d'un agenda pour les consommateurs et nous devons aussi parler d'accessibilité. Vous le savez, il y a une deuxième phase pour les projets liés à des outils technologiques qui ont été approuvés pour permettre à de nouveaux participants d'accéder, de participer à nos activités ICANN. Et donc, nous devons faire nos commentaires pour que cela puisse fonctionner.

Lorsqu'il s'agit de politiques, comme vous le savez, il y a beaucoup de commentaires qui sont importants pour nous. Il y a le WHOIS, le PDP du deuxième tour.

Nous avons des instances au niveau desquelles nous devons participer. Notre réunion à Hyderabad nous a permis d'avoir une newsletter et nous allons faire circuler ces informations par courriel.

ALEJANDRO PISANTY: Maritza, est-ce que je peux prendre la parole ?

MARITZA AGUERO: Oui.

ALEJANDRO PISANTY: Harold, j'ai une question. Harold, qu'est-ce qui est le souci spécifique de LACRALO concernant le Moyen-Orient et les régions avoisinantes ? Pourquoi est-ce que le plan est différent par rapport au plan qui est mis en place dans notre région ? Est-ce que c'est un avantage ou un

inconvenient ? Est-ce que vous pourriez nous donner des précisions concernant cette stratégie ? Merci.

MARITZA AGUERO: Oui.

HAROLD ARCOS: Merci Alejandro pour votre question. Oui, je dirais que c'est une stratégie qui, si nous nous en souvenons bien, date du plan 2016/2020. Et donc, la proposition que nous avons reçue dit de manière explicite. Je l'ai déjà dit. Donc, il y a eu des propositions de suggestions dans les commentaires comme quoi l'ICANN devait développer une stratégie au niveau des gouvernements. Donc l'idée, c'était de se rapprocher des agents et de sensibiliser les gens sur l'ICANN pour avoir un forum qui, en fait, permette à toutes les parties prenantes d'avoir voix au chapitre.

Donc, au sein de LACRALO, nous allons peut-être prendre en considération cette stratégie des pays du Moyen-Orient et des pays voisins. Donc, il s'agirait d'une expérience. Nous allons en fait évaluer comment nous pouvons avoir une influence avec notre propre voix, les utilisateurs finaux, et comment nous pouvons constituer ce modèle ascendant, utiliser ce modèle ascendant. Donc, ce n'est pas simplement une stratégie gouvernementale ou une stratégie d'une corporation telle que l'ICANN, mais l'idée c'est donc de s'adresser aux preneurs de décisions et je pense que nous pouvons tous en tirer profit.

Donc, notre stratégie LAC n'a pas été revue, mais je crois que c'est une bonne question à se poser. L'expérience du Moyen-Orient et des pays voisins, donc leur stratégie pourra nous permettre de retenir certaines

leçons. Au fil du temps, je pense que, grâce à leur perspective, nous pouvons gagner quelque chose. Merci beaucoup, Alejandro.

ALEJANDRO PISANTY:

J'ai un commentaire et une question de suivi. Premièrement, pourquoi spécifiquement est-ce qu'on s'adresse aux gouvernements de la région? Deuxièmement: beaucoup d'entre nous, de différentes manières et dans différents secteurs, nous agissons en tant que représentants de l'UIT, par exemple dans le cadre de l'Assemblée de normalisation standardisée. Donc nous avons une influence. Alors, pourquoi est-il important de présenter un document qui a été étudié? Parce qu'il faut un certain temps pour étudier un document et puis, il y a la question des personnes qui travaillent dans ce domaine. Nous travaillons en bloc en Amérique latine.

HAROLD ARCOS:

Merci beaucoup, Alejandro. Alors, je vais retenir votre commentaire et votre observation, et j'en parlerais au sein de l'ALAC. Ceci fait partie de la réalité dont nous avons parlé. Nous avons envoyé notre document. Donc, l'ALAC existe dans la région et dans toutes les RALO en fait, nous avons des problèmes similaires. Nos statuts définissent que nous devons agir dans le cadre d'une mission et il y a une recommandation qui a été faite par Liam, comme quoi il faut faire attention au terme utilisé par rapport à la stratégie.

Donc, la proposition avec une approche gouvernementale, okay. Mais en fait cela fait partie d'une discussion plus large.

ALEJANDRO PISANTY: Harold, pourriez-vous nous dire pourquoi est-ce qu'on a établi ce sujet comme une priorité par rapport à d'autres choses qui avaient été déclarées au sein de l'ALAC? Pourquoi il n'y aurait pas eu de déclaration?

MARITZA AGUERO: Alors, excusez-moi de vous interrompre, mais il faudrait quand même répondre à la question d'Alejandro. Mais malgré tout, nous devons passer à la présentation suivante, parce que nous manquons de temps. Vous pouvez y aller, Harold. Harold, vous avez la parole. Allez-y. Harold, est-ce que vous pouvez répondre brièvement? Harold, est-ce que pouvez répondre brièvement?

HUMBERTO CARRASCO: Je pense qu'Harold est déconnecté.

TRACY HACKSHAW: Alors, je crois que vous parliez de la question politique, mais apparemment, ma ligne a été coupée.

HUMBERTO CARRASCO: Alors, nous allons laisser de côté les questions relatives à ce sujet, parce qu'Harold n'est plus là. Il reste une question en attente, mais je pense qu'il faut également faire attention aux délais parce qu'il y a d'autres intervenants qui doivent prendre la parole. Harold n'est plus là, donc passons à la suite de notre ordre du jour. Merci.

MARITZA AGUERO: D'accord, Humberto. Alors, Cheryl a maintenant la parole. C'est à elle d'intervenir. Cheryl, c'est à vous.

CHERYL LANGDON-ORR: Merci beaucoup. Alors, j'aimerais d'abord remercier les responsables LACRALO de m'avoir demandé à moi et à Holly de répondre aux questions relatives aux exigences pour chacune des régions At-Large, relatives à l'adhésion des différents membres. Alors, on est en train de m'appeler; je vais ignorer cet appel.

Alors, chaque région a dû s'attaquer à ce problème. Il y a eu une initiative, un rôle d'initiative de la part de la région dès le début. Donc, dès le début, il y a eu des membres individuels, des membres non affiliés, qui ont pu se joindre à nous et maintenant, l'EURALO et l'APRALO qui, également, peuvent avoir des membres individuels. Pour ce qui est d'AFRALO, ils vont rapidement publier leur propre rôle en ce qui concerne l'adhésion des membres individuels.

Alors, pour cadrer la conversation et ensuite, je répondrais aux questions ou aux problèmes que vous pouvez avoir, donc les exigences pour nos organisations At-Large pour permettre aux membres individuels de pouvoir participer, ceci est ressorti d'une révision avec une recommandation spécifique qui a été faite dans le cadre de la révision. Donc, pour l'instant, c'est l'une des rares recommandations qui n'a pas encore été mise en place. Il me semble logique que si LACRALO commence la conversation et avance un petit peu, et bien le comité consultatif d'At-Large devrait pouvoir terminer ce point de travail qui donc ressort de la révision Atlas.

Ceci étant, je vais répondre aux questions que vous avez. Je suis prête à le faire. Vous avez devant vous le Règlement intérieur pour l'APRALO, pour ce qui concerne l'adhésion des membres individuels ou non affiliés. Vous voyez donc que c'est relativement simple et surtout, ces règles permettent à des membres non affiliés de faire partie d'une catégorie et après de se déplacer de cette catégorie-là s'ils le souhaitent pour rejoindre une structure At-Large à l'avenir ou alors au sein d'APRALO, nous avons un membre qui est en train de créer une structure At-Large. Donc, il est participant, ce membre-là, à titre de membre non affilié jusqu'à ce que la structure At-Large soit formalisée et soit officialisée. À ce moment-là, ce sera terminé. Son adhésion individuelle sera terminée et il deviendra structure At-Large. Donc voilà. Je voulais simplement vous faire cette petite présentation.

Maintenant, si vous avez des questions, n'hésitez pas. Je vois Ricardo qui a la main levée, semble-t-il.

HUMBERTO CARRASCO:

Maritza, je suis connecté dans la salle AC et je voulais faire un commentaire. LACRALO n'a pas établi de priorité tel que le mentionne la recommandation de l'équipe de révision et je sais que nous n'avons pas discuté de cette question. Mais ce que je peux dire, c'est que ce sujet pourrait être discuté lors de la réunion de médiation à Los Angeles, fin janvier – l'année prochaine, donc. Je pense qu'on pourrait ajouter ceci à notre ordre du jour.

C'est un petit peu un commentaire en plus. Je peux vérifier les commentaires, mais... Alors, il me semble que quelqu'un prend la parole. C'est Ricardo? Ricardo, allez-y. Vous avez la parole.

RICARDO HOLMQUIST: Bonsoir. Vous m'entendez bien?

HUMBERTO CARRASCO: Oui, oui. C'est parfait.

RICARDO HOLMQUIST: J'ai deux questions. Tout d'abord, par rapport à l'idée d'avoir des membres individuels, à quoi est-ce que cela correspond en fait? Parce que nous représentons la société civile. Je ne comprends pas bien le concept, le concept d'avoir des membres individuels qui fassent partie de nos RALO.

Alors, ma deuxième question, c'est une fois qu'on a accepté ou plutôt une fois que vous avez accepté au sein d'APRALO ces membres, est-ce qu'il y a une période, une période au cours de laquelle en fait cette personne individuelle doit devenir ALS. Est-ce qu'il y a par exemple – pardon – une période maximum au cours de laquelle le membre individuel doit devenir ALS. Merci.

HUMBERTO CARRASCO: Merci beaucoup, Ricardo. Cheryl, vous avez la parole.

CHERYL LANGDON-ORR: Merci beaucoup. Alors Ricardo, pour répondre à votre deuxième question en premier, en fait, il n'y a pas de limite. Donc, un membre non affilié individuel dans la région, que ce soit en Amérique du Nord, en Europe ou en Asie-Pacifique, en fait ce membre est un membre actif, un

membre non affilié individuel actif. Il n'y a pas de délai et on peut rester à ce poste pendant le temps que l'on souhaite.

À l'APRALO où nous avons eu une situation qui nous a permis d'utiliser cette possibilité d'avoir des membres non affiliés individuels actifs comme moyen en fait d'impliquer des personnes qui, par la suite, créent une structure At-Large. Mais le point critique en matière de critères pour devenir membre individuel non affilié, c'est donc justement de ne pas être membre d'une structure At-Large certifiée. Donc, si la personne devient membre d'une structure At-Large certifiée, et bien elle ne peut plus, elle ne peut pas conserver en fait son statut de membre individuel non affilié.

Ceci est vrai pour toutes les régions dans lesquelles il y a ce statut de membre individuel non affilié. Donc, cette catégorie dans le cadre de la révision ALAC, pourquoi est-ce qu'elle existe? Eh bien, c'est à cause de deux facteurs.

Premièrement, ce statut permet aux individus qui n'ont pas de structure At-Large dans leur pays puisqu'il n'y en a pas dans tous les pays qui sont indiqués dans la liste. Donc, s'il n'y a pas de structures At-Large dans le lieu où ils sont, ils peuvent avoir accès à ce statut ou alors il peut y avoir d'autres raisons pour lesquelles ils n'arrivent pas à devenir membre d'une structure At-Large. Donc, il ne faut pas que ceci – cette absence de structure – soit un obstacle à la participation de ces membres. Donc, cette ouverture, cette capacité au sein de la région At-Large a été considérée comme très importante pour vraiment agir dans le meilleur intérêt de la communauté des utilisateurs finaux d'At-Large.

Et il y a une deuxième raison très importante pour laquelle ceci est une considération – importante – importante, pardon. Nous sommes tout à fait conscients du fait que certaines de nos structures At-Large sont, à la base, très, très petites. D'ailleurs, ces structures sont parfois tellement petites qu'elles ne sont constituées que de quelques personnes et l'idée, c'était parfois que certaines personnes étaient un peu forcées à rejoindre une structure At-Large simplement pour créer une entité de manière à pouvoir s'inscrire dans les listes.

Donc, c'était un petit peu ridicule. C'était au début des années 2000 où il y avait très peu de monde. Donc finalement, cette structure At-Large, ce n'était qu'une seule personne en fin de compte plus quelques autres personnes qui étaient là, forcées. Donc l'idée, c'était que la personne puisse vraiment agir.

Je vous repasse la parole.

HUMBERTO CARRASCO: Merci beaucoup, Cheryl. Je voudrais ajouter qu'il s'agit d'un thème qui doit être discuté. Nous comprenons qu'il y a un problème à ce propos et que nous devons le résoudre. Alan Greenberg demande la parole. Allez-y, Alan.

ALAN GREENBERG: Merci. Cheryl a répondu de manière détaillée et c'est quelque chose que je soutiens, ce qu'elle a dit. Mais je regarde les choses différemment. Les statuts de l'ICANN disent qu'« At-Large est le centre où se trouvent, dans lequel se trouvent les utilisateurs de l'ICANN ». Nous devons leur fournir un foyer et nous devons fournir la possibilité

aux utilisateurs d'Internet de participer. S'ils le font avec une ALS dans leur région, c'est parfait. Mais si ce n'est pas le cas, nous devons quand même selon les statuts fournir à ces utilisateurs la possibilité de participer.

C'est pour cela que nous n'avons pas d'autre choix que de nous assurer si quelqu'un veut travailler à l'ICANN, il puisse le faire. Merci.

HUMBERTO CARRASCO:

Merci Alan pour ce commentaire. Je vois qu'il y a des commentaires dans le chat. C'est un thème que nous allons devoir abandonner maintenant. Cette discussion peut continuer sur la liste de diffusion bien sûr.

Et maintenant, je voudrais donner... Je voudrais continuer s'il n'y a pas d'autres commentaires. S'il n'y a pas d'autres commentaires, nous allons passer au point suivant de notre ordre du jour. Maritza, vous demandez la parole ? Allez-y.

MARITZA AGUERO:

Merci Humberto. J'ai deux questions brèves pour Cheryl. Je ne veux pas qu'on prolonge trop ce thème, mais je voudrais savoir comment on gère le vote de ces membres individuels. Et dans le cas des individus, est-ce qu'il va y avoir une seule déclaration si on est membre individuel ?

CHERYL LANGDON-ORR:

Je suis ravie de voir qu'Alan est sur cet appel puisqu'il est un membre individuel de NARALO et NARALO a abordé cette question depuis longtemps. L'APRALO a choisi de faire ce que NARALO a fait, c'est-à-dire

que nous avons formulé un système pour les membres individuels non affiliés pour qu'ils puissent se réunir et qu'ils puissent voter dans des structures At-Large virtuelles. Donc, ces groupes de membres non affiliés dans les régions ont des compétences pour voter à travers des représentants nommés, à travers un vote direct.

Au sein de NARALO, ils ont... Il va y avoir un nombre de votes minimum. À l'APARALO, nous avons célébré la diversité et nous utilisons le consensus et non pas le vote. Donc, il y a très peu de cas où les groupes de membres non affiliés vont devoir agir et voter en tant que structure At-Large virtuelle. C'est le mécanisme que nous avons mis en place dans les cas où il faut voter.

Nous sommes en train de revoir ce système, parce qu'avec la quantité de population que nous avons dans notre région d'Asie-Pacifique, nous avons constaté qu'il y a un grand nombre de membres non affiliés et que si ce nombre augmente, nous allons peut-être devoir avoir, fixé un nombre maximum d'individus réunis ensemble en tant que structure At-Large virtuelle pour voter. Donc, cela signifie que nous ne voulons pas avoir des structures At-Large certifiées contenant 40 membres et ayant un seul vote et des structures At-Large virtuelles ayant 15 000 membres non affiliés et un seul vote aussi. Cela est possible dans notre région. Nous savons que cela, ce problème, peut surgir et nous ne voulons pas perdre nos membres.

Je ne sais pas si Alan veut ajouter quelque chose au niveau de son expérience en Amérique du Nord.

ALAN GREENBERG: Oui, je vais ajouter quelque chose. Je vais être bref. Le problème de voter par rapport au consensus varie aux États-Unis en fonction des leaders. Nous avons pendant longtemps évité le vote grâce au consensus et les membres non affiliés allaient décider par consensus comment ils allaient être représentés, comment ils allaient participer à certaines décisions, par vote ou par consensus. Nous avons eu différents présidents et secrétaires au cours de ces dernières années qui pensaient que nous devions voter et non pas utiliser le consensus. Et nous avons accepté cette solution. Donc, vous voyez que cela varie. Mais le principe est similaire, je dirais, qu'il s'agisse d'une décision prise par vote ou par consensus. En Europe, c'est différent. Lorsqu'il y a une ALS faite par des membres individuels, il y a, il fonctionne de manière plus structurée. En fait, cela revient plus ou moins au même : ce qu'ils font en Europe et ce que nous faisons à NARALO.

HUMBERTO CARRASCO: Merci beaucoup, Alan, et merci beaucoup, Cheryl. Alejandro, vous avez la parole.

ALEJANDRO PISANTY: Merci. Je vais être bref. Je pense que c'est une discussion ouverte et ici, le point important c'est que lorsqu'on crée des structures At-Large et le concept de RALO, ce processus... Lorsque nous avons des RALO, nous pouvons exprimer notre opinion au sein de ces RALO. Et donc, ici le point important, c'est qu'il y ait vraiment une confiance et ce concept. Puisqu'il s'agit d'une organisation certifiée par d'autres organisations, cet ALS va être certifié comme organisation réelle, légale, de façon à ce que nous ayons des informations sur cette organisation, parce que des

fois, il y a des organisations qui sont fausses, qui sont formées d'une seule personne ou qui ne sont pas réelles. Donc, nous pensons qu'il est important pour la constitution d'At-Large d'avoir ce type de contrôle et nous devons prendre cela au sérieux et considérer cela de manière vraiment et donner beaucoup d'importance à cela.

HUMBERTO CARRASCO: Merci Alejandro. Je vois qu'il n'y a pas d'autres questions. Je remercie Cheryl pour sa présentation, des plus intéressantes, et nous allons continuer à avoir ce débat dans le futur. Et maintenant, je vais donner la parole à Tracy qui va nous présenter le thème suivant. Tracy, allez-y.

TRACY HACKSHAW: Il s'agit des régions mal desservies. Bonsoir.

HUMBERTO CARRASCO: Tracy, allez-y. On vous entend.

TRACY HACKSHAW: Est-ce que tout le monde m'entend?

DEV ANAND TEELUCKSINGH: Oui, on vous entend. Allez-y.

TRACY HACKSHAW: Bien. Je vais partager mon écran. J'espère que tout le monde peut le voir. C'est en espagnol pour que tout le monde puisse suivre. Donc, il s'agit du groupe de travail qui travaille sur les régions mal desservies.

Nous avons eu plusieurs discussions au sein du GAC sur ce thème. Il y a eu différentes régions qui étaient, surtout les petites îles et certains pays dans le continent africain, Amérique latine aussi, Moyen-Orient aussi qui était mal desservi dans certains cas et en Asie aussi.

Et donc, nous avons abordé ce thème pour créer d'abord un groupe de travail qui travaillerait sur ce thème de façon à trouver des outils permettant de lutter contre ces problèmes et de mettre en place des formations de compétence. Donc, je vais vous présenter ici ce qui est sur l'écran. Je vais vous demander de le lire puisque c'est écrit en espagnol.

Donc, ce groupe de travail s'est focalisé sur les régions mal servies dans le domaine des DNS et il s'agissait donc des pays en voie de développement, des îles aussi et ces régions mal desservies – concernant –concernaient des pays que, donc nous avons appelés, qui appartenaient à ce que nous avons appelé les régions d'ACP, c'est-à-dire les régions de Pacifique, Caraïbes et Afrique. Cela ne veut pas dire qu'il n'y ait pas d'autres régions qui sont incluses ici, qui contiennent des pays mal desservis. Notre groupe de travail a d'abord créé des objectifs qui figurent dans cette colonne sous le titre « Objectifs », qui étaient donc d'augmenter le nombre et la participation des membres du GAC et des représentants du GAC sur ces économies moins développées, sur les petits États insulaires en voie de développement pour leur permettre de participer davantage au processus de politiques de l'ICANN et au GAC afin d'augmenter leur participation et leur engagement.

Dans le cas de ces régions insuffisamment desservies, pendant la future, les futures séries de nouveaux gTLD, d'encourage la croissance et le

développement de l'industrie des noms de domaine, y compris les registres et les bureaux d'enregistrement dans les régions qui se trouvent donc mal desservies. Cela correspond au groupe de travail qui restera en contact et travaillera avec d'autres groupes de travail ou initiatives au sein du GAC. Nous allons aussi travailler avec une équipe qui essaye de voir la participation des gouvernements et la participation au niveau régional de ces pays de façon... Nous avons travaillé avec l'équipe de Sally Costerton et avec une autre équipe de façon à répondre à ce qui figure dans nos statuts constitutifs actuellement. Voilà.

Ici, nous nous sommes focalisés sur ces régions et nous avons travaillé avec Rodrigo Saucedo, Daniel Fink. Plusieurs réunions ont été organisées. Nous avons mis en place une enquête et nous travaillons au niveau de l'Afrique avec différents membres pour obtenir des réponses à cette enquête. Nous attendons aussi les réponses de la communauté et un point très important est que nous avons constaté la formation de compétences.

Dans notre groupe de travail, il y a des membres qui ont montré avoir des expertises et des connaissances concernant certains thèmes importants, concernant les processus des nouveaux gTLD et les gouvernements de certaines régions en particulier qui permettent de comprendre comment ces régions mal desservies fonctionnent, ce qui peut être utile pour notre groupe de travail. Et nous leur avons demandé de travailler avec ce groupe de travail.

Nous avons certains objectifs et ces objectifs visent spécifiquement la formation de compétences et les activités visant à ce qu'il y ait

davantage de boursiers et de soutien pour les voyages de façon à ce que les membres du GAC et les membres de la communauté – les membres – puissent participer au programme interne de façon à ce qu’il y ait davantage de programmes de mentorat et davantage de possibilités pour tous les membres de participer à ces réunions. Nous avons analysé aussi le NextGen, les différents outils. Nous voulons être sûrs que l’Afrique reçoive le soutien pour les candidats nécessaire de façon à participer au prochain lancement de nouveaux gTLD. Nous avons constaté qu’il y avait un besoin d’aborder ce que nous allons faire avec les résultats des ventes aux enchères pour les utiliser mieux dans ces régions mal desservies en leur faveur.

Bien. Le GAC, pour ceux qui ne le savent pas, est une organisation formée de membres du gouvernement. Donc, notre groupe de travail doit présenter ses résultats au GAC d’abord pour que le GAC discute et prenne une décision ensuite. Donc, nous allons ensuite demander à la communauté de l’ICANN de nous donner son avis ou de nous donner son opinion lors de la prochaine réunion de l’ICANN. En tout cas, il faut d’abord présenter cela, les conclusions au GAC, pour qu’une décision soit prise et cette décision sera ensuite présentée dans le communiqué.

Donc, il y a le groupe le plus important du GAC et puis, ce qui est relatif aux communautés plus spécifiques à -Hyderan – Hyderabad, pardon. Donc, l’intention, c’est de continuer à aller de l’avant de manière à ce que les différents lieux des régions mal desservies soient mieux entendus au sein du GAC.

Et donc, comme toujours, il s’agit d’un groupe de travail spécifique au GAC. Mais de toute évidence, quand cela est nécessaire, et bien nous

sommes prêts à nous occuper des autres questions relatives aux régions mal desservies. Voilà pour ce qui en est de ma présentation. S'il y a des questions, je suis prête à y répondre. Merci.

HUMBERTO CARRASCO: Merci beaucoup, Tracy, pour cette présentation. Je vais passer la parole aux membres d'ALAC RALO qui souhaitent poser une question. Y a-t-il des personnes qui souhaitent poser une question? Ou dans le chat peut-être? Alejandro, vous avez la parole. Attendez. Pardon, je me suis trompé. C'est à Renata de parler. Alors, d'abord Alejandro Pisanty.

ALEJANDRO PISANTY: Merci beaucoup, Humberto. Désolé Renata de vous avoir interrompue, mais ma question est la suivante. Alors tout d'abord, cette proposition du GAC. Nous devons déjà recevoir la proposition de manière officielle et ensuite, en discuter.

Alors, je suis très heureux que Tracy représente les institutions gouvernementales, parce que je connais très bien. Alors, mes salutations, Tracy, d'abord. Et je sais que nous comptons sur lui et que nous avons toujours des explications très claires avec lui. Donc, en tout cas, merci.

HUMBERTO CARRASCO: Renata.

RENATA AQUINO RIBEIRO: Vous m'entendez bien? Est-ce que je peux parler?

HUMBERTO CARRASCO: Oui, allez-y. Allez-y, Renata.

RENATA AQUINO RIBEIRO: Alors, il est très intéressant d'entendre cette présentation par Tracy en ce qui concerne ces régions mal desservies. Mais il y a une chose que j'aimerais savoir. Est-ce que le groupe de travail a pris en considération des sujets tels que les inégalités régionales? Par exemple, au Brésil, notre pays est composé de différentes régions et en fait, ces régions-mêmes sont très différentes. Il y a l'Amazone, il y a le Nord-Est. Donc, il y a de grandes différences entre les régions. Il y a Rio de Janeiro. Et en matière de gouvernance d'Internet, les choses sont très variées. Nous participons donc à LACRALO au sein de l'ICANN. Mais est-ce que ce groupe de travail peut faire certaines choses par rapport à ces différences qui existent, à cette diversité qui existe entre les régions. Par exemple, il y a donc cette question des inégalités entre les régions. Merci de répondre à ma question.

HUMBERTO CARRASCO: Merci beaucoup pour cette question, Renata. Tracy, vous avez la parole.

TRACY HACKSHAW: J'aimerais répéter une chose. Le groupe de travail en lui-même est composé donc de gouvernements, de pays et de territoires qui sont définis... Comment est-ce que je peux m'exprimer? En fait, nous ne considérons pas de juridiction spécifique, parce que le GAC ne s'occupe pas de ce type de choses. Donc, le GAC ne s'implique pas dans ce type

de discussions relatives à un pays même si c'est une question tout à fait valide, cette question des territoires spécifiques. Mais le GAC ne s'implique jamais dans ce type de discussions. En tout cas, c'est une réponse rapide à moins que le gouvernement du Brésil souhaite soulever ce point. Alors, il est tout à fait possible qu'il y ait un autre lieu au niveau duquel ceci puisse être discuté, par exemple au niveau d'ALAC.

Et à ce moment-là, il pourra peut-être y avoir une discussion sur ce sujet, une discussion sur le marché du DNS. Donc, un autre forum au sein duquel on peut parler de ce genre de choses. Ce que nous faisons, c'est que nous nous occupons des régions mal desservies. Alors, pour ce qui est des inégalités, par exemple du genre ou autre, ça c'est encore autre chose. Le GAC en lui-même ne peut pas traiter de ces problèmes. Cela ne fait pas partie de la procédure de fonctionnement du GAC. Ce n'est pas comme ça que fonctionne le GAC; il ne peut pas être impliqué dans des questions spécifiques aux pays en eux-mêmes. Merci.

HUMBERTO CARRASCO:

Merci beaucoup, Tracy, pour votre réponse. Alors, je ne sais pas s'il y a d'autres questions. Sinon, nous allons passer au point suivant à l'ordre du jour. Alors, il semblerait qu'il n'y ait pas d'autres questions pour Tracy. Merci beaucoup alors pour cette présentation qui est très intéressante. Donc merci, encore une fois.

Nous passons maintenant au point suivant. Je crois que c'est Alejandro Pisanty qui souhaitait prendre la parole. Ah! Je n'avais pas vu en fait qu'il avait écrit la question dans le chat : « Y a-t-il eu une déclaration sur les changements, les accords, les dispositifs de sécurité sur le .XXX? »

Alors, au sein de l'ALAC, personne n'a pensé qu'il y avait une déclaration qui devait être faite et personne ne pensait qu'il fallait créer un groupe de volontaires pour s'occuper d'une telle déclaration. Par contre, si vous pensez que c'est quelque chose qui devrait être fait, peut-être qu'Alan pourrait prendre la parole pour nous dire ce qu'il en pense.

ALAN GREENBERG:

Merci beaucoup. En fait, c'est ça la réponse. Nous avons posé la question lors de notre réunion, à savoir si les gens pensaient qu'il fallait faire une déclaration par rapport aux modifications. Les gens ont regardé les modifications. Personne ne s'est manifesté comme volontaire pour rédiger une déclaration. Donc en fait, on a passé là-dessus. La seule chose qui peut se passer en matière de déclaration, c'est que si quelqu'un est prêt à rédiger une déclaration, il peut se manifester et là donc, on a dit qu'il n'y avait pas nécessité. Donc, on a décidé de ne pas en faire davantage. Je peux vous expliquer la raison pour laquelle les gens n'ont pas jugé qu'il était nécessaire de faire une déclaration, mais donc, c'est pour répondre brièvement à ce que j'ai à dire.

HUMBERTO CARRASCO:

Merci beaucoup, Alan. Alors, nous allons passer au point numéro 7 qui parle de l'étude sur le marché de l'Amérique latine et des Caraïbes – le marché du DNS. Donc, il va falloir prolonger les délais. L'analyse existe en anglais, mais pas en espagnol. Donc, nous avons besoin davantage de temps. Donc, nous avons jusqu'au 15 décembre, mais peut-être qu'on pourrait quand même mentionner quelque chose avant. Maritza, vous avez quelque chose à dire là-dessus? Allez-y, vous avez la parole.

MARITZA AGUERO: Merci beaucoup, Humberto. Oui, effectivement. Il y a de nouveaux commentaires qui ont été postés sur le wiki. Les membres du groupe de travail sont conscients de prolongement des délais. Donc, nous allons encourager tout le monde à se manifester avant le 1^{er} décembre. Sinon, les commentaires qui ont été fournis seront donc clos. Donc, dans la liste de diffusion, il a été très clair que vous fassiez partie du groupe ou pas, vous pouvez faire un commentaire. Donc, je vais afficher le lien. Dans le wiki, vous avez un système pour cette prolongation des délais. Donc, vous êtes tous les bienvenus pour faire vos commentaires, pour participer.

HUMBERTO CARRASCO: Merci beaucoup, Maritza, pour votre commentaire. Nous allons maintenant passer au paragraphe B, sur le point 7 de notre ordre du jour, et nous allons parler des commentaires sur les scripts à deux caractères ASCII. Nous n'avons reçu que quelques commentaires sur la déclaration de LACTLD. Carlos a dit qu'il n'était pas d'accord et Alejandro Pisanty a dit, au début, qu'avant la réunion d'Hyderabad, on avait demandé à ce qu'il y ait un vote et conformément à la procédure, il devait y avoir un vote. Comme il n'y a pas eu de commentaires, conformément à la procédure, on devrait avoir ce vote. Alors, est-ce que quelqu'un souhaite prendre la parole? Je vois que Carlos souhaite s'exprimer aujourd'hui.

CARLOS RAÚL GUTIERREZ: Vous m'entendez bien?

HUMBERTO CARRASCO: Oui, on vous entend très bien.

CARLOS RAÚL GUTIERREZ: Je ne veux pas parler du principe, mais que je veux que, tous, nous comprenions bien le cadre, l'environnement, parce que c'est complexe. Il y a un lien entre d'autres SO/AC et l'ICANN – la ccNSO et le GAC. Donc, ils sont en train de parler du processus avec le Conseil et je pense que nous avançons un peu trop vite si nous souhaitons voter sans savoir si la ccNSO soutient cette question. Bien sûr, la ccNSO n'est pas composée que de régions. Pour pouvoir voter, il faut être bien informé. Donc, pour moi, il y a une certaine complexité du document, mais en plus, il y a la question au premier niveau de l'utilisation des deux ou trois caractères. Donc, tout n'a pas encore été décidé. Donc, en plus comme l'a dit Alejandro, dans le cadre de l'initiative du GAC qui concerne les régions mal desservies, ce dont nous parlons c'est d'un sujet lié, qui est en lien avec d'autres groupes au sein de l'ICANN. Et donc, dans ce cadre-là, il faut faire attention et bien comprendre les différentes perspectives. Lorsque le GAC fait une proposition comme on nous l'a dit, il faut qu'elle soit soumise de manière officielle. Si la ccNSO fournit une décision, il faut faire attention. Il faut bien comprendre quelle est la décision de la ccNSO. Je crois qu'il n'y a pas une seule perspective et donc, voilà pourquoi on en est à la situation actuelle.

Donc, la déclaration doit être envoyée à d'autres personnes, mais il faut voir un petit peu quel est leur point de vue. Comme Alejandro l'a dit, dans les régions mal desservies, il faut être officiel. Il faut passer un peu

de temps à lire les commentaires qui sont ouverts – je crois que ça peut être utile.

Deuxièmement, il faut faire attention.

HUMBERTO CARRASCO: Merci beaucoup. Alan, vous avez levé la main? Et ensuite, Alejandro Pisanty.

ALAN GREENBERG: Merci beaucoup. Alors, la déclaration LACTLD est une déclaration intéressante. Je l'ai regardée un petit peu et ce que je suggèrerais vivement est que si vous passez à un vote, vous vous assuriez que les ALS représentées qui votent ont accès à un bon résumé du document. La réalité, c'est que pour la plupart, elles ne vont pas le lire dans les détails. Il y a un certain nombre de déclarations, d'énoncés qui reflètent plus ou moins sans doute comment on utilise les gTLD, en particulier si on enregistre un domaine de deuxième niveau qui a l'air d'être un code de pays. L'idée, c'est en fait de vendre des domaines de troisième niveau qui sont un petit peu cachés comme code de pays. Je ne sais pas s'il y a des preuves là-dessus. Je ne sais pas. Je n'en ai pas trouvé, mais je crois qu'il est très important de poser la question aux membres des RALO, de leur dire voilà quel est le résumé de manière très claire, de manière très équilibrée, parce que sinon, on risque d'avoir un vote qui ne reflète pas réellement une bonne compréhension des membres. Donc, j'encourage à informer votre électorat. Assurez-vous que votre électorat soit bien informé. Ces commentaires précoces qui sont assez rares, cela me préoccupe, parce que cela veut dire que les gens n'ont

soit pas bien compris le problème ou ne sont pas très motivés par la question.

HUMBERTO CARRASCO: Alejandro Pisanty, vous avez la parole. En tout cas, merci Alan.

ALEJANDRO PISANTY: Est-ce que vous m'entendez bien?

HUMBERTO CARRASCO: Oui, très bien. Allez-y.

ALEJANDRO PISANTY: J'ai été l'un des premiers à proposer le fait que nous devons appuyer ce document. Donc, j'ai un peu le sentiment qu'il faut que je m'explique. Je crois qu'il y a deux principes qui ont été mentionnés lors de l'ISOC au Mexique. Premièrement, il faut faire attention, parce que les ressources ne sont pas infinies et pour respecter les utilisateurs que nous représentons, nous devons éviter tout malentendu. Nous avons vu la réaction des membres d'ALAC. Il y a différentes réactions avec les, en fonction des différents pays et par conséquent, cette déclaration n'est pas suffisamment mûre. Je dirais même que la question aussi n'est pas suffisamment mûre au sein de LACRALO pour savoir si on doit soutenir cela ou pas.

Donc, je vous propose de voir un petit peu dans le détail les points que nous soutenons et qu'est-ce que nous ne soutenons pas. Nous allons lire le document dans le détail et prendre ces décisions comme cela. Il

n'y a pas suffisamment de preuves qui nous permettent de soutenir certains aspects. Par ailleurs, nous ne pouvons pas rédiger un nouveau, une nouvelle déclaration. Donc, nous devons prendre, nous devons faire attention et éviter les problèmes de compréhension de la part des utilisateurs. Merci.

HUMBERTO CARRASCO: Merci Alejandro. Harold, vous avez la parole. Harold, est-ce que vous êtes là? Harold, allez-y. Vous avez la parole. Maritza, vous avez la parole.

MARITZA AGUERO: Merci. Je suis d'abord avec ce qu'Alejandro vient de dire et sachant que cette discussion n'est pas suffisamment mûre, nous avons une page wiki sur laquelle nous pouvons faire des commentaires. Il y a eu très peu de commentaires d'ailleurs. Et pourtant, nous avons prolongé la période ou peut-être qu'on peut approfondir un petit peu de façon à ne pas obliger les gens à voter sur une position finale. Parce que pour voter, il faut être informé. Sinon, on risque d'avoir des problèmes. Il faut voter en toute conscience et pour cela, il faut bien comprendre le texte.

Je propose donc, à moins que d'autres personnes ne soient pas d'accord, mais sinon je propose qu'il y ait un débat ou une discussion de façon à entendre les opinions, les différentes opinions, pour que tout le monde ait des informations et en fonction de ces informations, nous allons mettre en place un vote, une nouvelle déclaration ou quoi que ce soit d'autre.

HUMBERTO CARRASCO: Merci. Harold, est-ce que vous êtes avec nous? Pas de réponse d'Harold.

HAROLD ARCOS: Est-ce que vous m'entendez?

HUMBERTO CARRASCO: Oui. Allez-y, Harold. On vous entend.

HAROLD ARCOS: Vous m'entendez?

MARITZA AGUERO: Oui, on vous entend. Allez-y.

HAROLD ARCOS: Merci beaucoup. J'ai écrit dans le chat que j'avais une proposition à ce propos, que j'avais une proposition à faire, parce que le leadership a eu différentes stratégies dans ce type de choses. Il y a des webinaires, des séminaires web qui sont organisés. Certains collègues dans la région comme Alejandro Carlos peuvent, lors de notre prochaine réunion ou au cours de réunions intermédiaires, nous donner un peu plus de temps pour donner aux membres des RALO des informations. Parce que je pense que c'est très important.

Nous avons entendu différentes opinions, les gens n'ont pas assez d'informations pour prendre une décision bien informée et pour les pays qui travaillent dans le domaine, avec les domaines de [inaudible],

c'est important qu'ils aient ces informations pour prendre des décisions concernant cette déclaration de LACTLD. Donc, je suis d'accord avec ce que Maritza a dit.

HUMBERTO CARRASCO: Harold, est-ce que vous voulez prendre la parole? Alejandro, votre main est levée. D'accord. Parfait. C'était, cela datait de tout à l'heure. Bien.

Je pense qu'il y a en fonction des commentaires que j'ai entendus des bonnes raisons de reporter notre décision. Nous allons donc reporter cette décision puisque nous ne sommes pas suffisamment informés pour prendre cette décision. Une fois que nous aurons compris les thèmes, une fois que nous serons suffisamment mûrs à différents – réseaux – niveaux, pardon, pour prendre une décision à ce propos, à ce moment-là, nous pourrions parvenir à un consensus pour rédiger une déclaration ou voir quel est l'accord auquel nous parvenons.

Est-ce que vous êtes d'accord? Si c'est le cas, nous allons reporter notre vote. Nous allons continuer à discuter sur ce thème-là si vous êtes d'accord avec ce que je propose. Bien. Je vois que personne ne me répond de manière négative. Pour ceux d'entre vous qui ne sont pas dans la salle de chat ou qui sont sur la ligne téléphonique, est-ce que vous avez quelque chose à ajouter? Pas de commentaires. Bien.

Alors, nous allons passer au point suivant de notre ordre du jour, à savoir le point 8 de notre ordre du jour : les divers. Je vais demander d'aborder une question d'abord, parce qu'à la fin du mois de janvier, il va y avoir une réunion concernant le processus de médiation. Toutes les personnes – les 17 personnes – qui ont été interrogées vont participer à

cette réunion. L'objectif de cette réunion est de parvenir à un accord dans la région de façon à résoudre ces différends que nous avons. Le groupe de médiation a choisi d'essayer d'abord d'avoir une vision claire de ce qui se passe dans la région et à ce moment-là, que cela permettrait de modifier les règles de la région si cela était nécessaire, les indicateurs de la région. Et peut-être aussi que nous allons discuter de la possibilité d'avoir des membres individuels dans la région. En tout cas, c'est ce qui va arriver au mois de janvier. Ce groupe de médiation a envoyé son rapport à la liste de diffusion. Voyez la liste de personnes qui ont été interrogées et vous voyez donc la liste de personnes qui vont participer à la réunion qui va avoir lieu à Los Angeles, puisque ce sont les personnes qui ont été interrogées. Premier point.

Nous avons eu une discussion avec le GSE et il y a eu des soucis qui ont été exprimés, parce qu'il n'y avait pas eu beaucoup de participants au séminaire web de formation. Nous avons fait une proposition pour qu'il y ait une réunion mensuelle, tous les mois ou tous les deux mois, de façon à mettre en place une formation, parce que beaucoup de participants ne veulent pas être submergés par d'autres appels, d'autres téléconférences. Je sais que nous n'avons pas beaucoup de temps. Nous sommes tous des volontaires. Je vois que Silvia Vivanco demande la parole. Allez-y, Silvia. Vous avez la parole.

SILVIA VIVANCO:

Je voulais ajouter que, lorsqu'il s'agit de la médiation, le groupe de médiation a envoyé un rapport à la liste de diffusion de LACRALO que je vous invite et que je vous encourage à lire. Lorsque nous avons eu notre réunion à Hyderabad, le 7 novembre – le lien est d'ailleurs posté dans le

chat, il y a eu un enregistrement et cet enregistrement, je viens d'envoyer le lien sur le chat, et cet enregistrement on explique le processus de médiation. Je vous invite donc à lire ce rapport pour être au courant, savoir comment ça fonctionne, parce que comme vous le savez, nous sommes encore en train de discuter de cela et les membres de LACRALO vont pouvoir exprimer leur opinion, donner leur point de vue. Donc, je vous encourage à lire le rapport, à écouter l'enregistrement, à regarder la présentation faite et à nous donner votre avis et vos points de vue concernant ce point et ce projet qui est d'une grande importance. Vous savez qu'il y a aussi une enquête qui était liée à cela et le lien a aussi été donc mis dans le chat. Vous pouvez répondre aux questions de cette enquête. Parfait.

HUMBERTO CARRASCO: Donc, parlons maintenant de cette enquête. Ce document n'a pas été diffusé, parce qu'il y a quelque chose d'important et c'est que nous ne voulons pas mélanger les deux enquêtes. Donc, la deuxième enquête va être présentée cette semaine. Je voudrais faire un petit commentaire là-dessus et je vous donne la parole. Je donne la parole aux participants. S'il n'y a pas de commentaires, nous allons conclure là-dessus. Merci à tous. Merci aux interprètes. Cette téléconférence est terminée. Merci à tous pour votre participation. Vous pouvez vous déconnecter.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]